



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Italie

La Première ministre scelle un accord gazier en Libye

Giorgia Meloni a assisté à Tripoli à la signature d'un accord entre le géant italien Eni et la compagnie libyenne NOC, ... • (Page 08)

Avis à manifestation d'intérêt

OMCA-Togo renouvelle la base de données de ses fournisseurs

L'avionneur a annoncé jeudi qu'il allait engager des milliers ... • (Page 10)



Le Togo, un modèle de mobilisation de ressources intérieures • (Pages 03)

Magaye GAYE apprécie et s'interroge



Forum des producteurs agricoles • (Page 05)

Faure Gnassingbé clôture l'étape de la région maritime

Prix des produits pétroliers

L'essence Super est maintenue à 700 F CFA

Depuis le samedi 28 janvier 2023, de nouveaux prix des produits pétroliers sont ... • (Page 02)

Semaine de l'innovation des jeunes

WILCO remporte le 1er prix du concours 228 Innov

Le 1er prix est attribué au jeune entrepreneur Wilfried Kotche, promoteur du projet WILCO qui est la production et vente de casques ... • (Page 04)

Afrique / Technologie

N-Soft, pour l'identification des fuites de revenus

La technologie N-Soft équipe les gouvernements avec des outils de gouvernance de pointe apportant une visibilité totale sur les flux financiers brassés par les transactions ... • (Page 06)

Togo / Education

Une Commission ad hoc pour cadrer les journées culturelles

Le gouvernement togolais a mis en place une commission ad hoc de réflexions sur ... • (Page 11)



www.career-academyinstitute.com
+228 93277876 / 92123162 / 99265828



Accredited Financial Analyst® (AFA)

Etre un professionnel qualifié de la finance à l'international !

Nouveaux prix des produits pétroliers

L'essence Super est maintenue à 700 F CFA

Depuis le samedi 28 janvier 2023, de nouveaux prix des produits pétroliers sont pratiqués sur le territoire togolais, indique un communiqué du ministère du Commerce.

Le super sans plomb reste à 700 FCFA le litre, le pétrole lampant à 650 Fcfa le litre, gasoil à 775 FCFA le litre, le mélange 2 temps à 788 Fcfa le litre. En ce qui concerne les points éloignés des pompes,

les prix sont majorés de 20 FCFA. Le prix du litre de l'essence Super ne varie pas, en revanche, celui du gasoil diminue et passe de 800 FCFA à 775 FCFA. D'après l'arrêté interministériel des

ministres du Commerce, de l'Énergie et celui de l'Économie et des Finances, le prix du litre de l'essence Super est toujours maintenu à 700 F CFA. La dernière révision du prix des produits pétroliers remontait au 19 juillet 2022.

PPP/Lomé-TOGO

COMPARAISON DES PRIX

PRODUITS	ANCIENS PRIX A LA POMPE (A)	NOUVEAUX PRIX (B) APPLICABLES A PARTIR DU 28/01/2023	PRIX REEL (C)	Δ (B-A) Nouveaux prix par rapport aux anciens prix		Δ (B-C) (Subvention par litre)
SUPER	700	700	930	0	0%	-230
GASOIL	850	775	1 014	-75	-8,82%	-239
PETROLE LAMPANT	650	650	797	0	0%	-147
JET A1	654,41	615	654,41	-39,41	-6,02%	-39,41

Elaboré ce 27/01/2023



Image du jour



La Représentante Résidente de Plan International Togo, Awa Faly Ba, reconnue Femme d'Influence pour son travail en faveur des droits des enfants et des filles...

AUX DECIDEURS...

De l'évolution du poids du pain... !

Les cours du blé s'étaient envolés à près 400 dollars la tonne sur le marché mondial mi-mai 2022, le double de l'année 2021 alors que le trafic marchand était presque au point mort sur la mer Noire.

A ce moment au Togo, le prix du sac de farine de blé a fait l'objet de spéculation et de pénurie artificielle dans certains points de vente à Lomé et à l'intérieur du pays. Le sac de la farine du blé de 50kg qui se vendait à 19.500F était passé à presque à 30.000F voire 32.000F en mai 2022.

Le prix du pain, en réalité n'a pas connu une augmentation, par contre c'est la forme qui a changé. Le pain de 200 FCFA avait la forme de celui de 100 FCFA et celui de 300 à celui de 200 ainsi de suite. C'était la stratégie du prix inchangé contre la forme diminuée pour garder la clientèle qui subit d'autre hausse de prix ailleurs.

Les boulangers comme les consommateurs se sont plaints. Leur désarroi a été porté par la société civile notamment par l'Association Togolaise des Consommateurs (ATC) et la Ligue Togolaise des Consommateurs (LCT). Une réaction sans effet.

Bientôt un an après l'invasion russe, c'est presque un retour à la case départ. Les marchés ont appris à vivre avec la crise. La détente s'est amorcée fin mai-début juin avec de premières estimations de production rassurantes et la reprise des exportations d'Ukraine, d'abord par la route et le rail, puis par la mer.

L'Ukraine exporte presque 5 millions de tonnes de blé depuis août passé, toutes voies confondues, se rapprochant des plus de 5 millions par mois d'avant-guerre. Les analystes voient le cours du blé continuer à refluer à moyen terme.

Pourtant le poids du pain au prix initial ne baisse pas. A priori, la baisse des prix n'est pas attendu avant la fin du premier semestre. Il faut dire que si le prix du blé à diminuer sur le marché international, celui de l'essence, du sucre, de l'huile voire même du sel ou autres denrées qui rentrent dans la fabrication du pain n'ont pas encore connu la baisse.

Une seconde hypothèse laisse croire que le prix du pain sera maintenu voire va connaître une augmentation. Compte tenu de la poursuite de la guerre en Ukraine, principal producteur de blé, plusieurs entreprises ont acquis des tonnes de blé au prix coûteux en réserve. Ces grossistes ne peuvent pas écouler leur stock en baissant les prix au risque d'enregistrer des pertes.

L'Association Togolaise des Consommateurs (ATC) vient de lancer un appel aux gouvernants de revoir à la baisse le prix du pain. Une initiative opportune qui coïncide avec la baisse du prix des produits pétroliers.

De fait, ce sont les gouvernants qui doivent expliquer aux consommateurs que même si le prix du blé a baissé, le prix du pain ne va pas baisser automatiquement.

En attendant, le consommateur togolais doit se tourner vers les pains produits localement à base du manioc ou du soja qui sont sans gluten. Des pains bons pour la santé et au prix abordable.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Le Togo, un modèle de mobilisation de ressources intérieures

Magaye GAYE apprécie et s'interroge

La Banque africaine de développement (BAD), dans le rapport « Performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique » publié le 18 janvier dernier révèle que le Togo est un modèle de mobilisation de recettes intérieures. Les recettes sont ainsi passées de 14,8% du PIB en 2019, avant la pandémie de la Covid-19, à 15,5% du PIB en 2021, avant de s'établir à 15% du PIB un an plus tôt. Les recettes fiscales atteindraient 15,9% du PIB en 2022, encore une fois supérieures à la moyenne africaine de 13,9% sur la même période. L'ancien cadre du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (FAGACE) et de la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD), M. Magaye GAYE apporte son éclairage sur cette performance togolaise.

INTERVIEW**L'économiste du Togo : Comment apprécier cette mobilisation des ressources intérieures du Togo.**

Magaye GAYE : Du point de vue fiscal, cela peut paraître une avancée macroéconomique certaine mais il va falloir étudier en détail les raisons, les paramètres de cette augmentation, de cette mobilisation accrue des ressources. Est-ce que c'est lié à des taxations supplémentaires des entreprises existantes mais également sur les ménages ou bien est ce qu'il s'agit d'un élargissement de la base fiscale vers d'autres acteurs qui ne contribuent pas jusqu'à présent à l'impôt ? Et je pense également qu'on peut poser la question de savoir, est ce que cette augmentation de fiscalité est liée à une croissance beaucoup plus soutenue qui fait effectivement que le Togo a pu avec les mêmes paramètres en termes de recettes beaucoup plus importantes. C'est à étudier de manière très approfondie afin de pouvoir avoir un jugement beaucoup plus intéressant.

Cette forte mobilisation n'a-t-elle pas de conséquence négative sur l'économie et sur les prix sur le marché ?

Évidemment oui, comme je le disais sous réserve d'étudier de manière approfondie les tenants et les aboutissants de cette augmentation de recette fiscale, si l'hypothèse consiste à penser que le Togo taxe beaucoup plus sur les entreprises est une hypothèse plausible est vérifiée, cela pourrait être quelque chose d'assez mitigé en terme de résultats parce que comme vous le savez les entreprises après la période de Covid19 ont besoin des ressources fiscales, des ressources tout simplement pour pouvoir vivre et investir.

Si maintenant le Togo dans le cadre de sa politique a décidé de ponctionner ses entreprises, les ménages cela risque d'affaiblir bien attendu l'investissement mais également la consommation avec comme effet de ne pas du tout relancer de manière durable la croissance économique donc ça c'est la première hypothèse. Donc j'espère que ce n'est pas vraiment la cause principale.

Maintenant, le défi également, c'est de permettre au Togo d'élargir sa base fiscale en faisant en sorte que le secteur informel puisse s'ériger de plus en plus en secteur formel et puisse véritablement contribuer à la charge fiscale.

À ce niveau, vous avez vu les commerçants qui sont à Dékon et qui sont un peu éparpillés et qui ne contribuent pas au régime fiscal de l'Etat. Quelque part, c'est important de voir quels sont les moteurs de cette mobilisation de recettes.

Cela permettra de voir s'il y'a un effet d'éviction c'est à dire, prendre des entreprises et les ménages pour alimenter les caisses de l'Etat, cela reviendrait quelque part à privilégier les infrastructures mais également à privilégier pourquoi pas les salaires payés aux fonctionnaires comme vous le savez, les fonctionnaires très peu nombreux comparés à la grande majorité de la population.

Quelles sont les limites d'un tel modèle ?

Je suis toujours assez perplexe par rapport à un tel modèle pour une raison très simple. Nos États depuis les indépendances n'ont pas du tout montré une grosse efficacité en matière de politique économique, ça c'est le premier élément.

La corruption est galopante partout en Afrique faite de règles. En ce qui concerne la passation du marché, une étude réalisée par la Commission Économique pour l'Afrique (CEA) en relation avec les Nations-Unies. C'est une étude qui avait été

conduite par Tabo M'beki, l'ex-président de l'Afrique du Sud. Il avait montré que chaque année plus de mille milliards de dollars sortaient illégalement du continent pour aller dans les paradis fiscaux.

Lors que les colonisateurs sont partis, ils ont laissé une forme d'organisation économique basée sur l'Etat. L'Etat a eu tout comme la police, la gendarmerie, les recettes fiscales, des experts au départ chevronnés en système décentralisé. Cet Etat par contre, on lui avait demandé de ne pas investir, de ne pas être un Etat capitaine dans le jeu mais un Etat entraîneur, raison pour laquelle l'Etat a laissé le secteur privé se débrouiller.

Or, aujourd'hui, tout le monde voit que le secteur privé n'est pas encore lui-même suffisamment aguerrit pour arrimer nos politiques économiques vers le progrès. Donc dans ces conditions-là, si l'Etat décide encore une fois de ponctionner sur ses entreprises mais également sur les ménages, en augmentant les recettes fiscales mais sans pour autant véritablement investir de manière efficace, j'allais dire vers la production nationale d'abord, la transformation au lieu tout simplement d'investir dans les stades de football, des infrastructures qui n'ont qu'aucune utilité comme les centres de conférence, etc...

Il faut que l'État puisse véritablement regarder là où il investit. Moi-même, je suis un ancien cadre de la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD). Je sais que si quelque part la BOAD a été une banque qui a su résister aux crises, c'est parce qu'elle a su bien choisir ses projets, des projets qui ont un impact en termes de rentabilité mais également qui ont un impact en termes de durabilité.

C'est ce qui fait que, aujourd'hui elle fait partie des rares banques qui avaient existés dans les années 70 et qui continuent aujourd'hui d'exister. Donc, je crois que ce modèle qui consiste vraiment à ce que l'État puisse ponctionner pour augmenter ses recettes fiscales dans l'absolu, ça peut être une bonne chose mais à deux conditions : Première condition : Que l'Etat utilise à bon escient ses ressources vers les secteurs vitaux, les secteurs qui ont un fort impact sur le développement.

Deuxième condition : Que l'Etat puisse gérer en bon père de famille, effectivement ses deniers publics de manière à éviter le gaspillage souvent orienté vers des institutions démocratiques souvent sans grande valeur ajoutée pour les enjeux de gouvernance.

Dans beaucoup de pays, vous avez des conseillers économiques, sociales et environnementales, des hauts conseils pour les collectivités territoriales. Vous avez tout un tas d'institutions pour caser des clientèles politiques. Il faut qu'à même que l'État puisse se reformer de manière à ce que véritablement ses deniers puissent être utilisés de manière très efficace vers la création d'unité de transformation des matières premières vers la création d'unité capable d'ériger des industries de substitution aux importations parce que, on importe beaucoup en Afrique, mais malheureusement au lieu de le dépenser dans des secteurs qui n'ont pas un grand impact sur l'économie.

Est-ce que la mobilisation des ressources intérieures n'a pas de conséquences sur le pouvoir d'achat des togolais.

Évidemment, si une telle augmentation des ressources intérieures a pour moteur et origine une ponction sur les ménages togolais ; cela peut amoindrir l'épargne, la consommation. Aujourd'hui, tout le monde sait que les ménages sont très fatigués, les entreprises aussi du fait d'abord de cette inflation galopante qui fait que malheureusement les acteurs économiques ont vu le pouvoir d'achat s'effriter, les prix ont augmenté, les prix du pétrole également. Partout, les États sont entrain de réajuster, les subventions de l'électricité à la baisse et bien je pense que dans un tel contexte ponctionner aussi les ménages ne me paraissent pas une très bonne solution. Je crois que les États devraient s'orienter plutôt à l'alternative vers des politiques d'austérité. Regarder comment réduire le train de vie des États. Je crois que c'est fondamental, il faut réduire le train de vie des États. En ce qui concerne le Togo, je pense que très honnêtement j'ai pu comparer un peu la période du feu Gnassingbé Eyadema et Gnassingbé Faure, je crois qu'il y'a une avancée parce qu'il m'arrive parfois de venir en mission là-bas mais je trouve pour ma part qu'il y'a des infrastructures qui sont érigées.

Je vois également que le Togo est un pays qui a une bonne pluviométrie. C'est un pays qui à mon avis est en train de se battre et il faudrait que tout le monde puisse encourager ce pays qui est en train de travailler de manière discrète et je pense que quelque part il faut saluer les efforts qui sont conçus par le gouvernement Togolais dans la discrétion la plus totale et je pense également que quelque part ce modèle qui consiste à travailler dans la discrétion mais également à montrer sa capacité de médiateur au plan international. Cela me paraît une excellente chose.

Propos recueillis par Tigossou Midas

Semaine de l'innovation des jeunes

WILCO remporte le 1er prix du concours 228 Innov

Le 1er prix est attribué au jeune entrepreneur Wilfried Kotche, promoteur du projet WILCO qui est la production et vente de casques protecteurs et intelligents a remporté le premier prix du concours 228 Innov. Ceci, dans le cadre de la première édition de la semaine de l'innovation dédiée à la jeunesse, du 24 au 27 janvier 2023 à la maison des jeunes de Lomé.

● Hélène MARTELOT

Le projet WILCO a reçu un prix d'une valeur de 10 millions FCFA dont une enveloppe financière de 5 millions de francs CFA et des bons de services et de formations, lors de la cérémonie de clôture le 27 janvier 2023. Outre le projet WILCO, 3 autres projets innovants ont été primé au terme de la compétition sur les 301 candidatures enregistrées. Il s'agit de VIOZO de Ayité Ekoué Fall, un projet de fabrication d'appareils de photothérapie afin d'éviter la morbidité néonatale liée à la jaunisse qui a reçu le 2ème prix. Le 3ème prix pour Dzadu Kokouvi Charles pour HELIUM ARTWORKS qui est une plateforme de vente en ligne de photographies, illustration de hautes qualités, caricatures, de vidéo africaines et dans les réalités de chez nous. Il y a aussi un prix coup de cœur qui a été décerné à Allavo Pamela, promoteur de TIA, une plateforme de santé sexuelle et



reproductive qui permet d'aimer et d'être aimée en toute sécurité. Ils ont reçu respectivement, les prix d'une valeur de 6 millions de francs CFA, 4 millions de francs CFA et 2 millions de francs CFA, dont une enveloppe financière de 1 million FCFA. La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre en charge du commerce et de la consommation locale, Kodjo Adedze qui a félicité les jeunes ainsi que les organisateurs et a promis l'organisation d'une 2ème édition qui est déjà, selon lui, prise en compte par le nouveau budget de l'Etat. Le concours 228 Innov a connu la participation des 301

leurs projets retenus parmi les 301 reçus. La première édition de la Togo Youth Innovation Week, semaine de l'innovation des jeunes, a été organisée par le ministère chargé de la jeunesse et de l'emploi des jeunes en partenariat avec le PNUD, et placée sous le thème « L'innovation au cœur d'une économie forte, inclusive et prospère », cette première édition du Togo Youth innovation week, vise à créer un cadre de valorisation des acteurs de la science, de la recherche, de l'innovation, et de l'entrepreneuriat.

Marché financier régional

Le Togo lève 30 milliards de FCFA

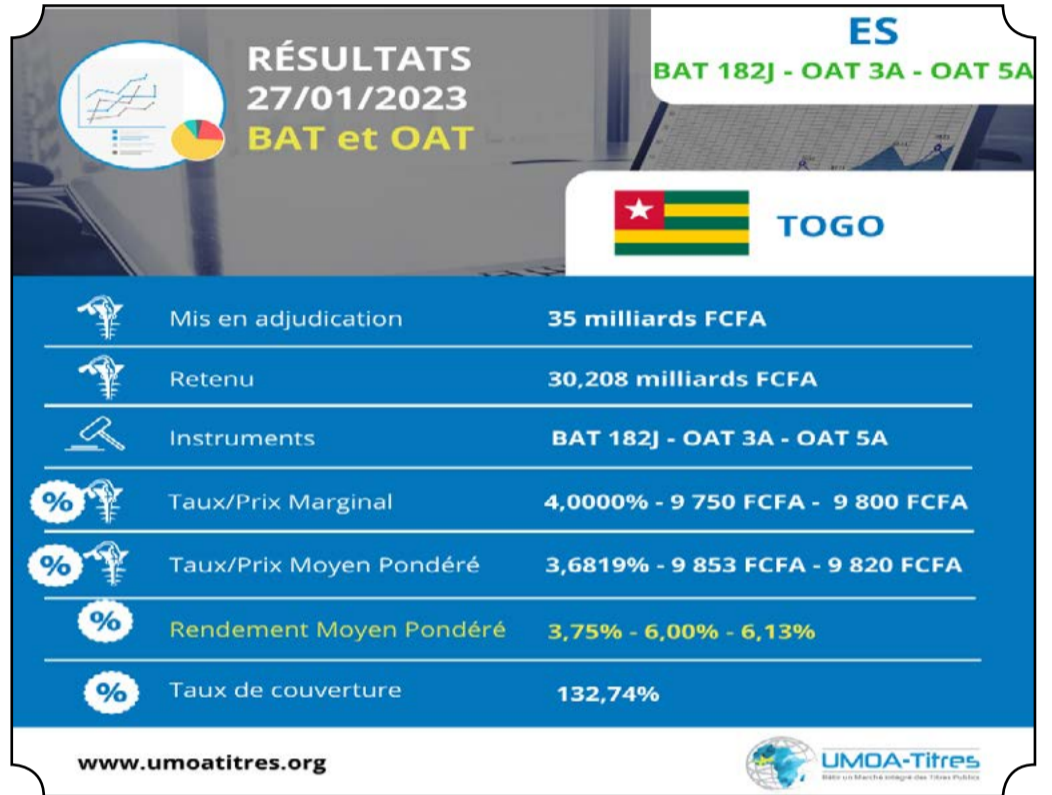
Le Togo a levé un peu plus de 30 milliards de Fcfa vendredi 27 janvier 2023 sur le marché régional.

● Nicole ESSO

UMOA-Titres, en collaboration avec la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a organisé vendredi, à la demande de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Togo, l'émission simultanée de Bons et Obligations Assimilables du Trésor pour un

montant de 35 milliards de Fcfa. Le montant global des soumissions a été de plus de 46 milliards (taux de couverture de 132%). Le volume retenu a été d'un peu plus de 30 milliards. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics du Togo en conformité avec la stratégie à moyen et long terme de gestion de la dette. L'opération, une émission si-

multanée de Bons et Obligations Assimilables du Trésor sur des maturités respectives de 182 jours, 3 et 5 ans, a attiré une vingtaine d'investisseurs. Les souscriptions recueillies sont ressorties en tout à 46 milliards FCFA, soit un taux de couverture de 132,74%. Pour ses deux premières sorties de l'année, le Togo a collecté au total, 46 milliards FCFA.



Loi de finance exercice 2023

Des opérateurs économiques de la commune Lacs1 sensibilisés

La Chambre de Commerce et de l'industrie du Togo (CCI-Togo) en collaboration avec le cabinet Expert Assist Afrique a initié une journée d'échanges et de sensibilisation à l'intention des opérateurs économiques de la Commune Lacs 1 sur la loi de finances exercice 2023, le jeudi 26 janvier à Aného.

Placée sous le thème « l'entreprise face à la loi de finances 2023 », cette journée se situe dans le cadre de sa mission d'information et de sensibilisation. Elle vise à informer et à sensibiliser les opérateurs économiques sur les avantages que la loi de finance leur offre en vue de développer les entreprises. Il s'agit pour la CCI-Togo d'accompagner les PME et les PMI dans leur dévelop-

pement durable. L'activité a permis également d'expliquer et d'éclairer davantage les opérateurs économiques sur les nouvelles mesures sociales pour relever le pouvoir d'achat et contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations. Les participants ont été éduqués sur les concepts de la loi de finances, de fiscalité et impôts, ainsi que le contribuable, sur le contexte de la loi de finances 2023, son



perimètre d'application, les mesures reconduites ainsi que les nouvelles mesures. Ils ont été également éduqués sur la modification intervenue dans le code général des im-

pôts, le nouveau barème de tarification et les sanctions des contrevenants. L'expert-comptable du cabinet, Pandja Polla Guibert a rappelé les avantages et les opportunités que la loi de finances 2023 offre aux opérateurs économiques. « Quand on regarde de manière globale, on voit que le gouvernement s'est plus attardé sur le niveau social de la population en maintenant le pouvoir d'achat. Beaucoup de textes qui fi-

gurent dans la loi de finances portent sur l'amélioration du pouvoir d'achat de la population » a-t-il souligné. Le responsable régional de la CCI-Togo-Maritime, Assidjah Dodji a indiqué que la rencontre a permis de mettre les opérateurs économiques au parfum de la nouvelle loi de finances qui vient à point nommé pour les aider à développer leurs entreprises.

Avec ATOP/DK/FD

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5
France	5,7	Turquie	3,3

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Forum des producteurs agricoles

Faure Gnassingbé clôture l'étape de la région maritime

Le Président de la République, Faure Gnassingbé, a présidé le samedi 28 janvier 2023 à Tsévié, la cérémonie de clôture du Forum des producteurs agricoles du Togo (FoPAT), pour le compte de la région maritime. Les précisions dans le communiqué ci-dessous.



Communiqué de presse

Lomé, samedi 28 janvier 2023

Le Président de la République, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, a présidé ce 28 janvier 2023 à Tsévié, la cérémonie de clôture du Forum des producteurs agricoles du Togo (FoPAT), pour le compte de la région maritime.

Organisé sous la forme d'ateliers thématiques sectoriels de deux journées, sanctionnés par une session de dialogue direct entre les acteurs du monde agricole et le chef de l'État, le FoPAT s'inscrit dans la vision d'une gouvernance concertée à travers laquelle les échanges inclusifs permettent de dégager des approches consensuelles.

L'agriculture est l'une des forces majeures de l'économie togolaise et doit continuer d'évoluer progressivement pour être un véritable pôle de développement.

Après avoir félicité les producteurs agricoles pour leur travail et les résultats obtenus, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé les a exhortés à œuvrer pour que l'autosuffisance alimentaire conduise le pays vers la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire.

« Nous devons nous nourrir nous-mêmes, vivre de nos activités agricoles, subvenir à nos propres besoins et ceux de nos familles pour mieux investir dans le développement économique du pays » a notamment insisté le Président de la République.

La vision de transformation structurelle de l'agriculture et les réformes qui en découlent sont soutenues par les partenaires en développement dont les représentants présents à la cérémonie ont réaffirmé leur disponibilité à accompagner le Togo dans la dynamique abordée.

Les producteurs agricoles venus des huit préfectures de la région maritime ont, pour leur part, exprimé leur gratitude au chef de l'État pour le cadre de dialogue que constitue le FoPAT et pour les politiques mises en œuvre pour conduire l'agriculture togolaise à une transformation structurelle.

En marge du forum, le chef de l'État a reçu en audience les différents corps constitués de la région, avec lesquels il a échangé sur divers sujets de la vie nationale, notamment la Feuille de route du gouvernement Togo 2025 et le contexte sécuritaire régional.

Initiative présidentielle, le Forum des producteurs togolais (FoPAT) est un cadre d'échanges, d'écoute et de partage d'expériences pour une gestion inclusive du secteur agricole.



@presidencetg
www.presidence.gouv.tg

Afrique / Technologie

N-Soft, partenaire des gouvernements dans l'identification des fuites de revenus

La technologie N-Soft équipe les gouvernements avec des outils de gouvernance de pointe apportant une visibilité totale sur les flux financiers brassés par les transactions électroniques.

● Joël YANCLO

En 2020, les entreprises fintechs africaines ont rapporté environ 4 milliards de dollars US. McKinsey prédit que ces entreprises gagneront huit fois plus en 2025, soit environ plus de 30 milliards de dollars. Cette croissance exponentielle est une bonne nouvelle pour l'Afrique qui rattrape son retard en matière d'inclusion financière, mais il reste un problème de taille : les gouvernements n'ont pas d'outils technologiques pour superviser les paiements électroniques et maîtriser les recettes fiscales qui devraient en découler. Les rapports générés par les solutions N-Soft se lisent facilement et communiquent toutes les données nécessaires aux autorités administratives pour les aider à identifier puis à collecter précisément les taxes et impôts qui leurs sont dus. Ces dernières améliorent ainsi leurs recettes sans augmenter la pression fiscale déjà pesante sur leur population. Environ 35 % seulement des Africains ont un compte bancaire. C'est la raison pour laquelle le marché africain du paiement électronique croît de 20 % par an. Malgré cette hausse, les performances fiscales de ce secteur restent en dessous des attentes. C'est une perte abyssale pour le budget national.

Révolutionner les pratiques de mobilisation de ressources domestiques

N-Soft travaille avec un certain nombre de pays africains dans le but de révolutionner les pratiques de mobilisation de ressources domestiques en apportant de la transparence via ses solutions technologiques. Le Mali en est un exemple. N-Soft y a mis en œuvre sa solution en 2019. Depuis lors, le gouvernement du Mali a pu superviser les transac-



tions Mobile Money de deux des principaux fournisseurs du pays – pour un volume global de transactions de 33 milliards de dollars, toutes opérées depuis le Mali. N-Soft a également mis en place sa solution de gouvernance au Somaliland en septembre 2022, qui offre au pays une nouvelle visibilité sur le secteur des télécommunications du pays. Les solutions N-Soft couvrent également les transactions internationales. N-Soft garantit, qu'aucune des données collectées par ses solutions ne quitte le pays où elles sont déployées. Par ailleurs, les solutions N-Soft peuvent être opérationnelles en 13 semaines seulement. Le transfert de compétences se fait sans effort et en quelques mois, les gouvernements sont formés pour les opérer de manière autonome s'ils le souhaitent. Chaque nation mérite de croître et de s'améliorer - mais la mise en place de projets nationaux comme la construction d'infrastructures ou l'amélioration du système éducatif nécessite une amélioration des performances fiscales pour dégager les financements nécessaires. L'OCDE le reconnaît et travaille actuellement avec plusieurs Etats africains et d'autres organisations pour renforcer les institutions démocratiques par la fiscalité, collecter des revenus suffisants au développement d'infrastructures autonomes

et éviter la dépendance aux aides financières ou à une seule ressource.

La technologie N-Soft aide à faire de ces idéaux une réalité.

N-Soft propose des solutions qui se concentrent sur la mobilisation de revenus déjà existants, sans impliquer d'augmentation d'impôts. Le joug fiscal est ainsi plus équilibré, puisque les entreprises sont imposées à la hauteur de leurs revenus et activités. Un récent sondage administré par N-Soft montre que le « manque de transparence » est le principal obstacle à la mobilisation des recettes par les autorités fiscales. 73 % des répondants à l'enquête s'accordent sur les difficultés liées au manque de visibilité sur les secteurs de l'économie, en particulier en l'absence d'outils numériques pour « suivre l'argent électronique » qui circule plus facilement sur tout le continent. 2025 approche, les gouvernements africains devraient voir leurs économies proliférer en raison du succès croissant de leurs entreprises Fintech. Dans ce contexte, les pays africains doivent également s'efforcer d'améliorer leurs infrastructures sociales et physiques, de promouvoir la croissance économique en créant un environnement fiscal fiable et prévisible, et de s'assurer que les avantages et les développements des secteurs privés de la nation se reflètent dans les espaces publics. Cela commence par l'obtention d'une vision claire des types de transactions qui ont lieu au sein des économies africaines. Savoir c'est pouvoir et N-Soft fournit toutes les données nécessaires à la mise en place d'un environnement économique stable, solide et pérenne.



Programme ICD 2023

120 millions USD pour booster le développement du secteur privé

Dans une étape majeure vers la croissance économique du secteur privé égyptien, la Société islamique pour le développement du secteur privé (ICD) a signé un nouveau programme d'une valeur de 120 millions de dollars pour l'année 2023.

● Nicole ESSO

La cérémonie de signature a été honorée par des responsables gouvernementaux de haut rang, dont SE Dr Hala Al-Said, ministre de la Planification et du Développement économique et gouverneur de l'Égypte à la Banque islamique de développement, SE Eng. Tarek El Molla, Ministre du Pétrole et des Ressources Minérales, et SE Dr. Rania Al-Mashat, Ministre de la Coopération Internationale. Le programme, qui vise à propulser le développement tiré par le secteur privé, comprend l'expansion des lignes de crédit pour les institutions financières opérant en Égypte, d'un montant total de 80 millions de dollars pour soutenir les entreprises du secteur privé, en particulier les petites et moyennes entreprises. L'ICD fournira également un financement aux entreprises du secteur privé et aux projets d'infrastructure, d'une valeur



totale de 40 millions de dollars. Ing. Hani Salem Sonbol, PDG de l'ICD, a déclaré : « L'ICD est fier de son partenariat vital avec les entreprises égyptiennes pour soutenir et développer le secteur privé afin de participer activement au développement de l'économie locale. Il ajoute que depuis sa création, l'ICD a approuvé 32 projets de financement d'une valeur totale de 275 millions de dollars pour le développement du secteur privé. "L'ICD se prépare à des partenariats avec des institutions financières en

Égypte pour aider à développer les marchés de capitaux islamiques locaux et fournir des services de conseil pour l'émission de Sukuk", Eng. dit Sonbol. Ce nouveau programme marque une avancée significative dans l'engagement de l'ICD envers le secteur privé égyptien et constitue une lueur d'espoir pour l'économie du pays. L'investissement de l'ICD dans le secteur privé créera de nouvelles opportunités, stimulera la croissance et donnera un coup de pouce indispensable au développement du pays.

Chine-Afrique

Les échanges commerciaux ont atteint un montant record en 2022, à 282 milliards \$

Les échanges commerciaux entre l'empire du Milieu et l'Afrique ont enregistré une croissance à deux chiffres durant l'année écoulée, grâce notamment à la hausse des prix des matières premières.

Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont atteint un montant record de 282 milliards \$ en 2022, en hausse de 11% par rapport à 2021, selon des données publiées par l'administration générale de la douane chinoise. Les exportations de la Chine vers les pays africains ont augmenté de 11,2% durant l'année écoulée pour s'établir à 164,49 milliards \$. Durant la même période, les importations chinoises en provenance d'Afrique ont totalisé 117,51 milliards \$. La hausse de la valeur des échanges commerciaux sino-africains en 2022 découle essentiellement de la hausse des cours des matières premières, dont le géant asiatique est un grand consommateur. La plupart des exportations chinoises vers l'Afrique sont des produits finis (textile-habillement, machines, électronique, etc.), tandis que les exportations africaines vers l'empire du Milieu sont dominées par les matières premières comme le pétrole brut, le cuivre, le



cobalt et le minerai de fer, d'où un excédent commercial en faveur de la Chine. Les autorités chinoises ont cependant mis en place des politiques visant à corriger ce déséquilibre commercial. En septembre dernier, Pékin a supprimé les droits de douane sur 98% des produits importés de neuf pays africains, dont la Guinée, le Mozambique, le Rwanda et le Togo. Ce démantèlement tarifaire fait suite à l'annonce par le président chinois Xi Jinping, lors de la 8e conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC 8) tenue à Dakar en novembre 2021, de l'intention de Pékin d'aug-

menter ses importations de produits agricoles africains. Le dirigeant chinois avait alors indiqué que l'objectif était de porter les importations chinoises en provenance du continent africain à 100 milliards \$ par an à partir de 2022, puis à 300 milliards \$ par an à l'horizon 2035. L'Afrique du Sud est le premier partenaire commercial de la Chine en Afrique, avec des échanges bilatéraux de 56,74 milliards \$ en 2022. Les autres principaux partenaires commerciaux de l'empire du Milieu sur le continent sont le Nigeria, l'Angola et la République démocratique du Congo.

Avec Agence Ecofin

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 27 janvier 2023

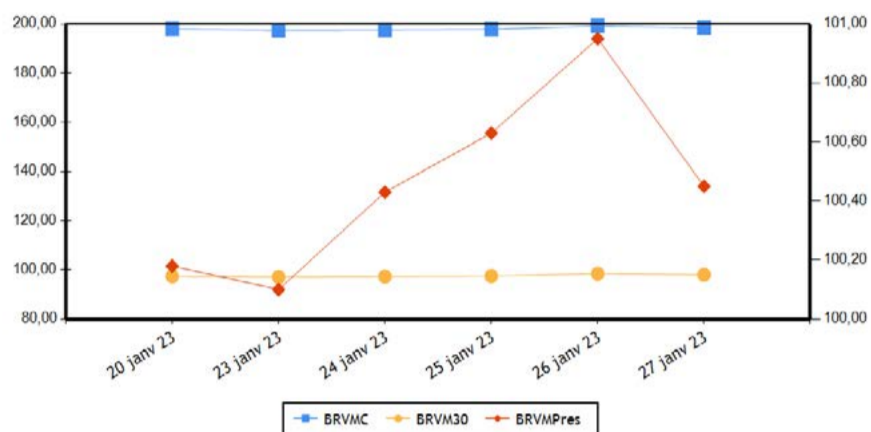
N° 20

BRVM COMPOSITE	198,52
Variation Jour	-0,35 % ↓
Variation annuelle	-2,31 % ↓

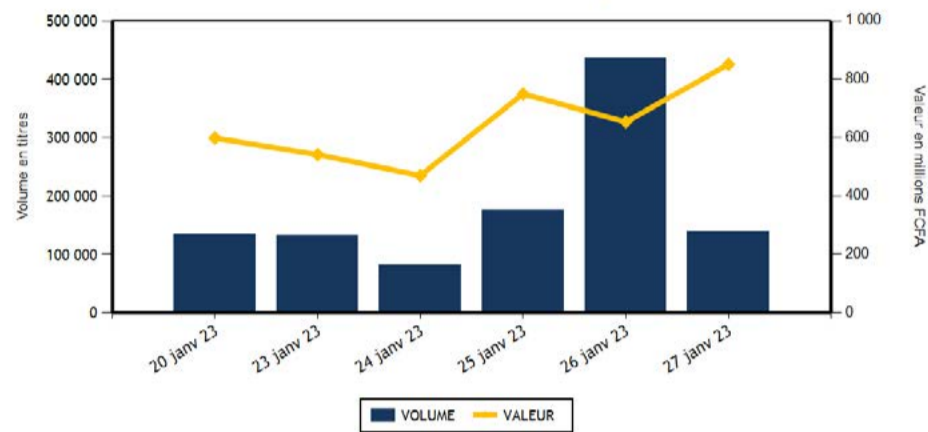
BRVM 30	98,04
Variation Jour	-0,46 % ↓
Variation annuelle	-1,96 % ↓

BRVM PRESTIGE	100,45
Variation Jour	-0,50 % ↓
Variation annuelle	0,45 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 385 617 175 175	-0,35 %
Volume échangé (Actions & Droits)	80 106	-79,83 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	246 720 890	-8,25 %
Nombre de titres transigés	44	4,76 %
Nombre de titres en hausse	14	-17,65 %
Nombre de titres en baisse	13	0,00 %
Nombre de titres inchangés	17	41,67 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	9 114 060 441 457	0,53 %
Volume échangé	58 648	52,22 %
Valeur transigée (FCFA)	603 936 760	56,83 %
Nombre de titres transigés	5	-72,22 %
Nombre de titres en hausse	5	150,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 540	6,05 %	3,67 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	5 600	5,66 %	-3,20 %
SICABLE CI (CABC)	1 065	4,93 %	-8,97 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	700	2,19 %	-12,50 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	795	1,92 %	6,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CROWN SIEM CI (SEMC)	635	-7,30 %	-6,62 %
SOGB CI (SOGC)	5 300	-6,69 %	-6,53 %
ONATEL BF (ONTBF)	3 205	-6,01 %	0,16 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	800	-5,88 %	-13,51 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 280	-4,48 %	-20,00 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	100,45	-0,50 %	0,45 %	30 515	79 560 045	6,00
BRVM-PRINCIPAL	36	95,81	-0,37 %	-4,19 %	49 591	167 160 845	9,40

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	94,77	-0,27 %	-9,07 %	3 941	8 551 545	25,06
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	485,59	-0,39 %	-0,74 %	21 391	90 175 210	8,98
BRVM - FINANCES	15	73,91	-0,15 %	-2,12 %	37 096	88 395 065	6,93
BRVM - TRANSPORT	2	317,84	0,38 %	-6,98 %	1 432	1 839 745	5,06
BRVM - AGRICULTURE	5	275,48	-2,07 %	-2,85 %	7 624	44 141 925	5,31
BRVM - DISTRIBUTION	7	342,39	0,28 %	-4,50 %	8 593	13 588 690	24,99
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 221,54	-1,00 %	4,21 %	29	28 710	11,89

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,93
Taux de rendement moyen du marché	7,80
Taux de rentabilité moyen du marché	8,45
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	113
Volume moyen annuel par séance	437 028,00
Valeur moyenne annuelle par séance	833 587 862,91

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	4,36
Ratio moyen de satisfaction	21,18
Ratio moyen de tendance	486,14
Ratio moyen de couverture	20,57
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	6,71
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Italie

La Première ministre scelle un accord gazier en Libye

Giorgia Meloni a assisté à Tripoli à la signature d'un accord entre le géant italien Eni et la compagnie libyenne NOC, portant sur l'exploitation de deux gisements.

Le géant italien des hydrocarbures Eni et la Compagnie nationale de pétrole libyenne ont signé un important accord à l'occasion de la visite samedi à Tripoli de la Première ministre italienne Giorgia Meloni, premier dirigeant européen à s'y rendre depuis deux ans.

Accord «historique»

«La Libye est une priorité pour l'Italie, pour la stabilité de la Méditerranée, pour la sécurité italienne et pour les grands défis qu'affronte l'Europe, comme la crise énergétique», a déclaré la Première ministre devant la presse, en disant vouloir contribuer à «stabiliser» la situation politique du pays. Il s'agit du deuxième déplacement de Giorgia Meloni cette semaine sur la rive sud de la Méditerranée, après un voyage à Alger, axé en particulier sur les approvisionnements de gaz d'une Italie, qui tente de se défaire d'une grande dépendance aux importations russes. A Tripoli, l'enjeu énergétique était également central. La cheffe du gouvernement a assisté à la signature d'un accord entre le géant italien Eni et la compagnie libyenne NOC pour exploiter deux gisements gaziers, moyennant un investissement de 8 milliards de dollars sur trois ans.



«Comportement opportuniste»

La visite de Giorgia Meloni était la première à un tel niveau européen depuis celle de son prédécesseur Mario Draghi en avril 2021, et l'arrivée au pouvoir, un mois plus tôt, d'Abdelhamid Dbeibah, dans le cadre d'un processus de paix parrainé par l'ONU, qui devait déboucher sur des élections. La Libye est enlisée dans une crise politique majeure depuis la chute de l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi en 2011, avec des pouvoirs rivaux basés dans l'Est et l'Ouest, une myriade de milices, des mercenaires disséminés dans le pays, sur fond d'ingérences étrangères. Depuis mars, deux gouvernements se disputent le pouvoir: celui d'Abdelhamid Dbeibah à Tripoli et celui de Fathi Bachagha, soutenu par le camp de Khalifa Haftar, l'homme fort de l'Est. Fathi Bachagha a qualifié mardi la visite de Giorgia Meloni de

tentative de faire «ressusciter un gouvernement mort», dénonçant un «comportement opportuniste» de Rome.

«Premier partenaire commercial»

Par ailleurs, les deux dirigeants se sont dits déterminés à approfondir les liens économiques bilatéraux. L'Italie s'est confirmée comme «premier partenaire commercial de la Libye», avec 10,17 milliards d'euros d'échanges sur les 10 premiers mois de 2022 (+75,71% sur la même période de 2021), selon l'ambassade d'Italie à Tripoli. Elle a dépassé la Chine, devenant le «deuxième pays fournisseur de la Libye derrière la Turquie», selon la même source. Outre le volet économique, la migration était au centre des discussions, l'Italie étant directement concernée par l'arrivée massive de migrants clandestins partant des côtes libyennes.

(AFP)

Logement

Les hypothèques coûtent deux fois plus cher qu'il y a un an

Les propriétaires de maison doivent débourser désormais plus du double pour financer leur logement. Et ce n'est qu'un début.

Mauvaise nouvelle pour les propriétaires et tous ceux qui rêvent d'acheter leur logement. Ils vont devoir payer plus du double pour une hypothèque à taux fixe sur dix ans qu'il y a une année, constate mercredi le comparateur en ligne Moneyland.ch. Actuellement, le taux d'intérêt indicatif moyen est de 2,54% pour les hypothèques fixes sur cinq ans et de 2,76% pour celles sur dix ans. Au début de 2022, ces taux étaient respectivement de 1,01% et 1,26%. Ceux pour les hypothèques fixes sur cinq ans sont donc devenus 2,5 fois plus chers qu'il y a un an. Les hypothèques restent donc très chères mais leurs taux n'atteignent pas encore leur plus haut niveau datant d'octobre 2022 (3,35%).



Taux directeur de la BNS en cause

Pourquoi cette augmentation? C'est la BNS qui est en cause. Pour lutter contre l'inflation, la Banque nationale suisse a en effet fortement relevé son taux directeur l'année dernière, ce qui a provoqué la hausse des taux hypothécaires. Et ce n'est pas fini: la plupart des acteurs du marché s'attendent à ce que la BNS relève encore son taux directeur, actuellement de 1%, de 0,25 à 0,5 point de pourcentage supplémentaire

(cht)

Aviation

Airbus va créer 7000 postes en 2023

L'avionneur a annoncé jeudi qu'il allait engager des milliers de personnes cette année, notamment en vue de la création d'appareils plus écologiques.

Airbus prévoit d'embaucher 13'000 salariés en 2023, dont 7000 créations de postes, pour répondre à la montée en cadence de sa production d'avions et préparer les technologies de l'avion vert, a annoncé jeudi l'avionneur européen. Les deux tiers de ces 13'000 embauches auront lieu dans les quatre principaux pays d'implantation du groupe (France, Allemagne, Royaume-Uni et Espagne), a affirmé le directeur des ressources humaines du groupe, Thierry Baril, à des journalistes.

Un «record historique»

En 2022, Airbus a déjà recruté 7000 salariés supplémentaires et 6000 pour remplacer les départs naturels, un «record historique», selon lui. «Cela montre le niveau d'attractivité du groupe dans un environnement très complexe», s'est-il félicité, relevant un taux d'attrition de 5%. Plus des deux tiers (70%) en 2022 sont des cols blancs et 27% des femmes, présentes davantage dans les fonctions support ou d'ingénierie. La pandémie de Covid-19 avait conduit l'avion-

États-Unis

Amazon lance un abo à 5 dollars par mois pour des médicaments en illimité

Le service, baptisé RxPass, propose aux clients Prime une série de médicaments génériques qui traitent plus de 80 affections communes, a annoncé mardi le géant de la distribution.

Amazon a lancé mardi un abonnement qui permet, pour 5 dollars par mois, de se procurer des médicaments génériques sur ordonnance en quantité illimitée et sans frais supplémentaires, une offre destinée à ses clients Prime, selon un communiqué. Le service, baptisé RxPass, propose une série de médicaments génériques «qui traitent plus de 80 affections communes», a indiqué Amazon, qui estime que plus de 150 millions d'Américains prennent, occasionnellement ou régulièrement, un ou plusieurs d'entre eux. Le prix de l'abonnement à RxPass s'ajoutera à celui déjà payé pour Prime. RxPass ne nécessite pas l'intervention d'un assureur santé, à la différence du système ordinaire dans lequel le coût des médicaments est pris en charge, pour tout ou partie, par la mutuelle ou les couvertures publiques Medicare et Medi-



caid. L'initiative témoigne de la volonté d'Amazon de continuer à développer son offre santé, qu'il s'agisse des médicaments ou des soins. Le groupe a notamment annoncé, fin juillet, l'acquisition du réseau de soins privé One Medical, pour 3,9 milliards de dollars. Le géant de Seattle étouffe également, au passage, les services offerts par l'abonnement Prime, qui propose déjà, outre la livraison gratuite des commandes sur

De nouveaux métiers

Il s'agit également d'embaucher dans de nouveaux métiers et spécialités liés à

la décarbonation, à la transformation numérique et à la cybertechnologie. Airbus étudie notamment le développement à l'horizon 2035 d'un avion à hydrogène, un concept qui implique de revoir de fond en comble toute l'architecture de l'appareil. Dans le domaine de la défense, il est l'un des principaux industriels chargés de développer le système de combat aérien futur (Scaf), voulu par Paris, Berlin et Madrid et qui fera largement appel à des technologies numériques qu'il reste à créer. Toutes les divisions du groupe sont concernées par les embauches, dont 60% concernent la branche Avions commerciaux, 25% la division Défense et espace et 15% Airbus Helicopters.

(AFP)



caid.

Le marché des médicaments low cost décolle

L'initiative témoigne de la volonté d'Amazon de continuer à développer son offre santé, qu'il s'agisse des médicaments ou des soins. Le groupe a notamment annoncé, fin juillet, l'acquisition du réseau de soins privé One Medical, pour 3,9 milliards de dollars. Le géant de Seattle étouffe également, au passage, les services offerts par l'abonnement Prime, qui propose déjà, outre la livraison gratuite des commandes sur

le site d'Amazon, un large catalogue de films, séries et titres musicaux. RxPass est l'une des formules les plus avancées sur le marché des médicaments à bas coûts, avec le service Drug List du groupe de grande distribution Walmart, qui fournit un mois de traitement pour un médicament générique donné moyennant 4 dollars. En octobre, la start-up Renee a lancé une offre qui permet de se procurer, sans frais supplémentaires, des médicaments parmi quelque 1000 références pour un abonnement au prix de 25 dollars.

(AFP)



INVESTIR EN ZONE UEMOA

		
EMETTEUR	CÔTE D'IVOIRE	NIGER
Date	31/01/2023	02/02/2023
Instrument	BAT 182J - BAT 364J	BAT 91J - OAT 3A
Montant (en Mds de FCFA)	60	35
Taux d'intérêt	Multiples	Multiples - 5,60%

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur : www.umoatitres.org

HOROSCOPE finance

Bélier Vous devrez veiller sur votre budget avec la plus extrême vigilance, car l'ambiance générale incitera presque irrésistiblement à des dépenses exagérées. Si vous tenez bien compte de vos ressources, l'équilibre sera maintenu.

Taureau Certaines situations très inconfortables vont enfin se débloquer. Si vous aviez de graves ennuis financiers dernièrement, vous commencerez à entrevoir des solutions à ces problèmes. Mais soyez encore très vigilant quant à vos dépenses.

Gémeaux La planète Mars, très dynamique, va vous aider à faire les bons choix en matière d'argent. Mais attention : Mars a aussi pour conséquence de rendre très impulsif, et vous risquez de passer par une phase de douce folie. Ne dépassez tout de même pas votre budget, vous ne supporterez pas de voir votre compte en banque passer dans le rouge.

Cancer Saturne, en général, ne promet pas le pactole. Mais comme il sera en harmonie avec les autres planètes, il vous sera tout de même utile : il va en effet vous inciter à faire preuve de sérieux et de prévoyance en matière pécuniaire, ce qui, habituellement, n'est pas votre fort.

Lion Cette fois, vous pourrez relâcher un peu votre vigilance en matière pécuniaire et vous laisser aller à quelques folies... raisonnables ! Mieux vaudra en effet tenir compte de vos possibilités avant de vous lancer dans des achats ruineux.

Vierge Si vous avez des ennuis d'argent, Jupiter en bonne position vous offrira de nombreuses possibilités de vous en sortir. Certes, vous devrez effectuer des démarches, écrire des lettres, contacter des personnes influentes et probablement faire appel à certains de vos amis. Mais n'ayez pas peur de vous lancer dans l'aventure : ce que vous entreprenez cette fois aura toutes les chances d'aboutir.

Balance Ne rêvez pas ! Les astres influençant actuellement votre secteur argent ne sont pas assez puissants pour vous faire gagner une fortune au Loto. Mais ils pourront toutefois vous aider à momentanément améliorer vos revenus. Pour quelques-uns d'entre vous, un projet mis au point avec des amis va se concrétiser et vous rapporter plus que prévu.

Scorpion Votre combativité, vous l'emploierez surtout à améliorer votre situation matérielle. En plus, comme la présence de Saturne dans votre Ciel vous donnera un sixième sens en matière d'argent, vous obtiendrez d'excellents résultats.

Sagittaire Grâce à Mercure en bel aspect, votre équilibre budgétaire devrait être solide. Voilà une journée propice à l'obtention d'une prime quelconque ou à la négociation d'un nouveau contrat. Si vous décidez de souscrire de nouveaux placements, vous saurez faire preuve d'une habileté qui servira au mieux vos intérêts.

Capricorne Concernant les finances, l'influence de Neptune sera ambiguë. Elle aura pour effet de vous plonger dans l'illusion et la confusion. Attention donc : si vous devez signer des contrats ou prendre des décisions financières importantes, redoublez de vigilance. Votre manque de lucidité pourrait vous pousser à faire le mauvais choix. Certains d'entre vous risquent en outre d'avoir affaire à des interlocuteurs malhonnêtes.

Verseau Votre vie financière n'étant affectée par aucune planète contrariante, vous devriez pouvoir boucler votre fin de mois sans problèmes. Certains natifs prévoyants et organisés trouveront même le moyen de réaliser quelques économies. Malgré la relative neutralité astrale qui règne actuellement sur ce secteur de votre thème, on ne peut pas oublier que Pluton pourrait bientôt vous faire bénéficier de ses largesses.

Poissons Une bonne intuition vous permettra de profiter des fluctuations du marché pour réussir une opération avantageuse. Mais ne prenez pas de risques inutiles : votre chance restera plutôt limitée.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO

Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM

Directeur Commercial

Wilson LAWSON
Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

Avis à manifestation d'intérêt

OMCA-Togo renouvelle la base de données de ses fournisseurs

L'Organisme de mise en œuvre du Millennium challenge account (OMCA-Togo) lance un avis à manifestation d'intérêt pour le renouvellement de la base de données de ses fournisseurs.



**ORGANISME DE MISE EN OEUVRE DU MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT-
TOGO (OMCA-TOGO)**

Financé par
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Par le biais de la
MILLENNIUM CHALLENGE CORPORATION

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR L'ACTUALISATION
DU FICHIER FOURNISSEURS DE L'OMCA-TOGO**

Avis à manifestations d'intérêt N° AMI 001/2023/OMCA-Togo/DG/DPM

Date de lancement : 25 janvier 2023

Date et heure limites de dépôt des offres : 24 février 2023 à 17 h00 GMT

Les États-Unis d'Amérique, agissant par l'intermédiaire de la Millennium Challenge Corporation ("MCC") et le gouvernement de la République du Togo (le "gouvernement" ou le "GdT") ont conclu un programme de coopération en vue d'une assistance au titre du Millennium Challenge Account ("Accord de subvention") pour un montant d'environ 35 000 000 USD ("Financement MCC") afin de faciliter le développement et la mise en œuvre du Programme Seuil de Millennium Challenge Corporation (le "Programme Seuil") qui a été signé le 14 février 2019 entre la MCC et le GdT.

Le Gouvernement, agissant par l'intermédiaire de l'Organisme de mise en œuvre du Millennium Challenge Account -Togo (« OMCA-Togo » ou l'« Entité OMCA »), entend utiliser une partie du financement

MCC pour des paiements éligibles en vertu du Programme Seuil pour lequel est émis le présent avis à manifestation d'intérêts.

Le Programme Seuil proposé est conçu pour aider le gouvernement du Togo à mettre en œuvre des réformes politiques et institutionnelles dans deux domaines essentiels à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté : les technologies de l'information et de la communication (TIC) et le régime foncier (LRAP - Land Reform and Agricultural Productivity). Pour ce faire, le programme prévoit de :

- (1) améliorer l'accès des citoyens togolais à des services TIC de haute qualité et abordables en encourageant les investissements du secteur privé dans le secteur des TIC et en développant un régime réglementaire indépendant ;
- (2) élargir l'accès à la terre formalisée par la reconnaissance et la protection des droits fonciers légitimes.

Pour ce faire, plusieurs acquisitions sont prévues.

1- Le présent avis a pour objet l'actualisation du fichier fournisseurs de l'OMCA-Togo, afin de permettre aux opérateurs économiques de prendre part aux éventuelles demandes de cotations relatives aux acquisitions.

2- Ainsi, les opérateurs économiques évoluant dans les domaines d'activité énumérés (non exhaustifs) au point 3 ci-dessous, régulièrement installés et ayant les qualifications requises, sont invités à manifester leurs intérêts pour s'inscrire sur le fichier fournisseur de l'OMCA-Togo.

3- Les domaines de compétence recherchés sont les suivants (non exhaustifs) :

- Etudes et recherches de tout genre : études, contrôle technique ;
- Entretien et réparation des véhicules à quatre (04) et deux (02) roues ;
- Entretien et réparation des climatiseurs ;
- Fourniture de matériel, mobilier et équipements de bureau ;
- Fourniture de matériels informatiques et bureautiques ;
- Fourniture/entretien et réparation de matériels téléphoniques ;
- Fourniture/maintenance et réparation d'équipements médicaux ;
- Fourniture de véhicules à quatre (04) et deux (02) roues ;
- Fournitures de bureau et consommables informatiques ;
- Fournitures de tout genre ;
- Consommables de bureau ;
- Prestations d'hébergement, location de salle de réunion et autres ;
- Maintenance et réparation de matériels informatiques et bureautiques ;
- Prestations de service d'assurance du personnel, du matériel roulant, du bâtiment et des équipements ;
- Prestations de service d'audit et conseil ;
- Prestations de service de transport commercial ;
- Prestations de services de transit/douane/transport ;
- Prestations de service de consultant : élaboration de documents/politiques d'évaluation de projet, formations etc.... ;
- Recrutement de personnel ;
- Services traiteurs ;
- Service d'imprimerie et connexes ;
- Sérigraphie
- Travaux de réhabilitation, construction, menuiserie, électricité, plomberie, aluminium, etc.) ;
- Fourniture d'eau minérale ;
- Prestation de traduction (anglais-français) ;
- Toutes autres prestations de services ;
- Conception de spots audiovisuels ;
- Réalisation d'émissions radios
- Réalisation d'émissions télévisées ;
- Location de véhicules ;
- Travaux d'imprimerie / sérigraphie / infographie / Reprographie ;
- Photographie et reportage ;
- Réseaux et Télécommunications ;
- Entretien et nettoyage de Bâtiment ;
- Menuiserie bois / aluminium ;
- Soudure / chaudronnerie / aciérie ;
- Peinture ;
- Plomberie ;
- Quincaillerie ;
- Entretien des espaces verts ;
- Galerie d'art ;

- Vannerie ;
- Restauration / pâtisserie/ Service Traiteur ;
- Pharmacie ;
- Agence de voyage ;
- Agence de traduction de langues ;
- Déménagement / aménagement ;
- Hôtels et lieux de résidence ;
- Divers autres.

4- Le dossier de candidature pour les entreprises/sociétés sera composé :

i- **Des pièces administratives ci-après :**

- a) Copie légalisée de l'autorisation d'installation en cours de validité ou carte unique de création d'entreprise ;
- b) Copie légalisée de la carte d'opérateur économique ou toute pièce équivalente en cours de validité ;
- c) Copie légalisée de l'attestation d'immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier ;
- d) Copie légalisée de l'attestation de non faillite délivrée par le Tribunal de Première Instance de Première Classe de Lomé, tenant lieu de Tribunal de Commerce datant de moins de trois (03) mois à la date limite de dépôt des manifestations d'intérêt ;
- e) Original du quitus fiscal datant de moins de trois (03) mois à la date limite de dépôt des manifestations d'intérêt ;
- f) Copie légalisée de l'attestation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) datant de moins de trois (03) mois à la date limite de dépôt des manifestations d'intérêt.

ii- **Du plan de localisation géographique de l'entreprise / société**

iii- **Du Formulaire de renseignements sur le Candidat ci-après :**

[Le Candidat remplit le tableau ci-dessous conformément aux instructions entre crochets. Le tableau ne doit pas être modifié. Aucune substitution ne sera admise.]

Date : [Insérer la date (jour, mois, année) de remise de la manifestation d'intérêt]
AMI No. : [Insérer les références de l'Avis d'Appel à Manifestation d'intérêt]

1. Nom du Candidat :	[Insérer la dénomination légale du Candidat]
2. En cas de groupement, noms de tous les membres :	[Insérer la dénomination légale de chaque membre du groupement]
3. Domaine de compétence / domaine d'activité du candidat :	[Insérer le domaine de compétence ou d'activité]
4. Pays où le Candidat est légalement enregistré au registre du commerce :	[Insérer le nom du pays d'enregistrement]
5. Année d'enregistrement du candidat au registre du commerce :	[Insérer l'année d'enregistrement]
6. Adresse officielle du Candidat dans le pays d'enregistrement :	[Insérer l'adresse légale du Candidat dans le pays d'enregistrement]
7. Renseignement sur le représentant dûment habilité du Candidat :	
Nom :	[Insérer le nom du représentant du Candidat]
Adresse :	[Insérer l'adresse du représentant du Candidat]
Téléphone/Fax :	[Insérer le no de téléphone/fax du représentant du Candidat]
Adresse électronique :	[Insérer l'adresse électronique du représentant du Candidat]

NB :

- En cas de groupement, joindre la lettre d'intention de constituer un groupement ou l'accord de groupement.
 - Les informations mentionnées dans le formulaire devront être conformes à celles contenues dans les pièces administratives fournies.
- 5- Le dossier de candidature pour les consultants individuels sera composé de :
- Curriculum Vitae actualisé et signé,
 - Copies légalisées des documents attestant leur qualification (diplôme) et des références professionnelles attestant leurs expériences dans leurs domaines de compétences.

6- Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations en écrivant aux adresses mails suivantes : procurement@omcatogo.tg avec copie à k.batchey@omcatogo.tg et à s.pitta@omcatogo.tg

7- Les dossiers de candidature doivent être soumis par mail en indiquant la référence du dossier en objet à L'Agent de Passation des Marchés à l'adresse procurement@omcatogo.tg avec copie à k.batchey@omcatogo.tg et à s.pitta@omcatogo.tg au plus tard le **24 février 2023 à 17 h 00 GMT**. Après réception d'un email (manifestation d'intérêt d'un candidat), vous recevrez un accusé de réception. Si vous n'avez pas reçu « un accusé de réception » veuillez resoumettre votre email ou nous contacter à l'adresse mail indiquée ci-dessus. Veuillez considérer le temps d'envoi d'un email et la taille des fichiers, **une manifestation d'intérêt reçue après la date et l'heure de soumission ne pourra pas être considérée**. Si vous jugez que le volume de votre manifestation d'intérêt est trop important et que vous souhaitez une plateforme de téléchargement pour votre manifestation d'intérêt, veuillez nous contacter par mail avant les dates et heures limites de

dépôt des offres et nous vous transmettrons un lien sécurisé pour télécharger votre manifestation d'intérêt.

NB : Aucun dossier physique ne sera accepté

Les manifestations d'intérêt remises en retard ne seront pas acceptées.

8- Toute contestation sera adressée par voie électronique à l'adresse suivante : n.bougonou@omcatogo.tg avec copie à procurement@omcatogo.tg et s.pitta@omcatogo.tg; k.batchey@omcatogo.tg.

Lomé, le 24 janvier 2023

Le Directeur Général



[Signature]

Mme Jeanne BOUGONOU

OMCA – TOGO, 05 BP 587, après la Cour d'appel de Lomé, non loin de l'agence CEET d'Agoè Cacavéli
contact@omcatogo.tg ; www.omcatogo.tg

Togo / Education**Une Commission ad hoc pour cadrer les journées culturelles**

Le gouvernement togolais a mis en place une commission ad hoc de réflexions sur l'organisation des journées culturelles dans les établissements scolaires et centres de formation. Ceci fait suite à une note de service signé par le ministre de l'enseignement primaire, secondaire, technique et de l'artisanat, Dodzi Komla Kokoroko, le 25 janvier 2023.

● **Hélène MARTELOT**

Une commission a pour mission de clarifier les objectifs tenant à l'organisation des journées culturelles dans les établissements scolaires publics et privés, décliner les activités susceptibles de meubler ces journées et, préciser le cadre et les conditions de déroulement des activités. Elle doit aussi identifier les acteurs impliqués dans l'organisation et le suivi des journées culturelles et déterminer les modalités d'organisation des journées culturelles notamment, recommander des mesures afin de mettre un terme aux dérives constatées lors des journées culturelles. Cette commission de cadrage est composée de 15 personnes dont le président Kodjovi Delali Wodome, directeur des enseignements préscolaire et primaire, le rapporteur Paka Tanang, doyen de l'inspection générale de l'éducation et 13 autres membres. La note rappelle que la mission d'éducation implique, entre autres



objectifs, pour les établissements scolaires et centres de formation, le développement du rapport que les élèves entretiennent avec la culture. « L'école constitue dès lors et dans un contexte de promotion de la cohésion sociale, un cadre adéquat de découverte et d'interaction avec les différents éléments qui constituent le patrimoine historique et culturel de notre pays dans une perspective de réelle intégration et de construction des identités ». C'est dans cet esprit que le calendrier scolaire consacre une période aux activités culturelles et artistiques afin d'aiguiser la conscience culturelle des apprenants, de favoriser l'expression des divers talents et d'offrir un cadre d'échanges

autour des défis culturels et sociaux de nos communautés. « Toutefois, il est établi que conséquemment à une mauvaise interprétation de l'objet de ces journées et à des défaillances dans l'encadrement, ces périodes sont souvent l'occasion de dérives chez les apprenants mettant ainsi en échec l'atteinte des objectifs portés par cette initiative, et en péril l'éthique, l'esprit et la lettre de la pratique enseignante », a constaté le gouvernement. Notons que la commission dispose de 2 mois à compter de la signature de la note, du 25 janvier pour rendre les résultats de ses travaux et son mandat expire au dépôt du rapport définitif de ses travaux.

Mercato**Milan Skriniar confirme sa signature au PSG !**

Dans des propos rapportés par le site de la fédération slovaque, le défenseur a confirmé avoir donné son feu vert au Paris Saint-Germain.

Il est la piste prioritaire du Paris Saint-Germain pour renforcer sa défense. Depuis des jours déjà, le club de la capitale discute avec l'Inter. Objectif ? Le faire venir du côté du Parc des Princes dès cet hiver, et ne pas attendre la fin de son contrat en Lombardie, en juin prochain. Une possibilité qui intéresse a priori les Milanais, qui pourront donc récupérer quelques millions d'euros. Et en ce dimanche après-midi plutôt paisible.



Milan Skriniar a confirmé qu'il a déjà signé un contrat avec le club de la capitale. « Oui, c'est le cas (sur la signature d'un contrat avec le PSG, NDLR), mais je ne peux pas en dire plus à ce sujet pour le moment. J'attends l'accord des clubs », a-t-il confié aux médias officiels de la sélection slovaque. Le contrat qui lie le PSG et le défenseur de 27 ans est donc signé si on en croit les propos du principal concerné. Désormais, la question est de savoir quand il pourra débarquer en terres franciliennes. Beaucoup pourront interpréter cette sortie médiatique comme un petit coup de pression à l'Inter, afin que les Milanais se mettent rapidement d'accord avec les Parisiens.

Avec *footmercato.net***Sécurité maritime****Le navire des garde-côtes américains Spencer arrive au Togo**

Spencer, le coupeur d'endurance moyen de classe célèbre des garde-côtes américains, est arrivé à Lomé, au Togo, le 25 janvier 2023, après une escale à Dakar lors d'un déploiement prévu dans la région.

● **Wilson LAWSON**

Le navire américain de moyenne endurance USCGC Spencer de classe Famous (WMEC 905) a accosté au quai du Port de Lomé avec à son bord 100 garde-côtes américains. C'est dans le cadre d'une mission de coopération sécuritaire avec le Togo et d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. L'équipage du navire, commandé par le capitaine Cory Kearns, était devant la presse locale jeudi. Leur visite s'inscrit dans le cadre d'un exercice de gestion de crise maritime visant à renforcer la sécurité maritime dans la région sud. « Nous restons ici à Lomé pour ses trois jours. Participer à l'opération Obankume Express et travailler dans le cadre du renforcement des garde-côtes. Nous allons nous rendre aussi dans les autres pays de la côte. Nous savons que la pêche illégale et la piraterie sont des pro-



blèmes récurrents. Même la pêche illégale rattrape la piraterie en termes de gravité par rapport à la menace de la sécurité maritime. Faut-il le préciser. Il s'agit de la première visite au Togo d'un navire américain depuis 2012. La visite à Port Spencer, qui s'inscrit dans le cadre de la coopération en matière de sécurité maritime que les États-Unis entretiennent avec le Togo et d'autres pays africains, a été effectuée par le vice-amiral Thomas Issy, commandant de la sixième flotte des États-Unis. Arrivée du mercredi dernier. "Les

opérations maritimes et les visites des garde-côtes américains soutiennent directement les intérêts communs des États-Unis avec nos partenaires africains pour assurer la sûreté, la sécurité et la liberté de navigation sur le continent", a déclaré Thomas Issy à Lomé. Dit quand je suis arrivé. La visite de M. Spencer à Lomé démontre l'engagement et le partenariat à long terme entre les États-Unis et les partenaires africains pour protéger les activités maritimes illégales dans l'Atlantique.

Togo**Les UST œuvrent pour une étroite collaboration entre jeunes engagés et élus locaux**

Les Universités Sociales du Togo (UST) travaillent à encourager la participation effective des jeunes togolais au processus de décentralisation, notamment à travers leur interaction avec les élus locaux. Dans le cadre du volet « Les initiatives Citoyennes » de leur Programme Jeunesse National, elles ont organisé, le samedi 21 janvier 2023, une formation à l'endroit d'une cinquantaine de jeunes de Lomé et de la région Maritime sur le thème « L'interaction entre les jeunes engagés et les élus locaux ».

Le volet « Les initiatives Citoyennes » du Programme Jeunesse National, il faut le rappeler, vise à permettre aux jeunes non seulement de s'affirmer, mais aussi d'identifier des problèmes dans leurs communautés et de participer à leur résolution. A travers ces initiatives citoyennes, les jeunes ont également la possibilité de rencontrer leurs élus locaux, de dialoguer avec eux pour faciliter leur participation au développement de leurs communautés. « C'est dans cette dynamique que nous avons voulu outiller les jeunes. S'il y a déjà un début de collaboration entre



eux et les élus locaux, nous estimons qu'ils ont besoin de renforcement de capacité pour savoir comment interagir avec les élus, comment les aborder, comment dialoguer et comment participer au développement de leur communauté ensemble avec eux. Cette formation est donc

destinée à leur donner les éléments nécessaires pour leur faciliter cette participation citoyenne et cette collaboration avec les élus locaux », explique Diane Amewounou, Assistante de programme aux UST.

Avec *Société Civile Médias***Le Togo en chiffres**

Produits échangés		Produits échangés	
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020	2,2 Mds USD de produits importés en 2020		
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
		(autres que les médicaments) ...	
		Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8
		Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
		Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5
		Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
		Coton, non cardé ni peigné	6,5
		Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
		Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4
		Riz	2,7
		Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3
		Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
		Fèves de soja, même concassées	2,7
		Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

**TOUTE
L'ACTUALITÉ
ÉCONOMIQUE
D'ICI ET
D'AILLEURS**

Le Journal des décideurs
L'économiste
du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0650/07/09/22/HAAC



Couverture médiatique



Insertion publicitaire



Publi-reportage ...

+228 92 10 93 53 / 90 16 47 09

contact@leconomistedutogo

www.leconomistedutogo.tg

Totsi Gblinkome, rue Tidjani

l'économiste du Togo

@economisteTogo

...L'économiste du Togo...le journal des décideurs...